

Crime organisé et construction de la paix

Sur le thème de la rencontre de *Justice et paix Europe*, « For a Europe Free of Organised Crime », Turin, 14-16.02. 2026

« *La paix se construit, c'est le fruit de la justice, c'est l'effet de la charité.* »
Paul VI, Journée de la paix, 1.1.1968

Construire la paix ?

Que peut signifier « la paix se construit » dans ce contexte de la lutte contre le crime organisé ? Quel est le sens de « paix », et celui du verbe « construire » ?

Et qui est l'*agent* du verbe « construire » ? La formulation de la phrase est impersonnelle, c'est comme si la paix se construisait *toute seule*, sans sujet du verbe « construire », cette formulation interroge. Et en quoi cette « paix » peut-elle naître de la justice ? Dans quel sens du terme « justice » ?

On peut comprendre « la paix se construit », comme une injonction : à savoir que la paix n'est pas un état qui se produit de lui-même, mais que l'on *doit* construire *activement*, que les parties concernées doivent activement mettre en place. Ceci présuppose aussi que la paix n'est pas un état de base, mais le *résultat* d'un certain nombre d'actions.

De là se posent d'autres questions : qui sont ces parties concernées ? S'agit-il de belligérants, de personnes en conflits, groupes ou factions en conflit ? Et si il s'agit des personnes ou groupes en conflit, s'agit-il des seules personnes à devoir « construire » la paix ?

Et que faire lorsque dans les parties concernées, certaines (les tenants du crime organisé) n'aspirent pas à la paix, mais soit au maintien du conflit, soit à une forme de « paix » qui pose problème, par exemple sous forme d'une organisation de la société qui est *en apparence* sans actes de violence visible (par exemple via la corruption, ou l'intimidation des populations).

Se pose alors la question de savoir qui peut construire cette « paix », dans une société parfois gangrénée par la corruption et le crime organisé depuis de nombreuses années, et dans de nombreux domaines.

Si l'on considère le développement de la criminalité organisée, comme une forme de déliquescence des valeurs sociales universelles, au profit des intérêts d'un groupe particulier, (qu'on pourrait rapprocher d'une forme de communautarisme en éthique, où il existe bien une éthique, mais qui se limite à ceux de son groupe ou de son clan, tous les autres en étant exclus). Ces tentatives de réduire les devoirs moraux ou éthiques à un groupe d'appartenance (qui existent d'ailleurs aussi au sein du christianisme) est une façon de conserver en apparence un ensemble de valeurs (solidarité, loyauté...) tout en les restreignant à ce groupe. Ces valeurs deviennent alors un ciment du groupe, et peuvent procurer un soutien tant psychologique que matériel, qui rend d'une certaine manière l'appartenance à ces groupes utile et rassurante. Mais jusqu'à un certain point, car les frictions avec la société « extérieure » sont incessantes, vu que ces groupes fonctionnent essentiellement par l'exploitation des personnes, en ciblant souvent les plus vulnérables (prostitution, indépendants, mineurs en rupture sociale, précaires...) et que la notion de pression est omniprésente (pression psychologique, financière, etc.) pour maintenir le système. La « paix » instaurée ainsi au détriment de l'intégrité des personnes (via une participation soit active aux activités mafieuses, soit passive, à travers une non-dénonciation, soit en tant que victime). Mais cette « paix » est le fruit d'un compromis unilatéral, imposée par un système de pressions.

Le dilemme soulevé ici, tient à ce que s'opposer à ces pratiques, c'est en apparence rompre la « paix », entrer dans un cycle de violence, à savoir celui de la rétorsion ou de la vengeance, qui s'applique à toute personne cherchant à éviter cette pression ou à s'en affranchir (sortie du système, ou distanciation, voire dénonciation). Il s'agit en fait d'un paradoxe : celui qui cherche la justice, risque de générer une vague de violence, envers lui ou ses proches, ou envers des tiers. Et c'est l'anticipation de cette violence, qui va freiner les personnes ou organisations qui souhaiteraient se soustraire à ce système. Le coût de la sortie du système est tel (il engage la survie physique, économique, de soi, de ses proches..), qu'il faut une dose de courage très importante pour l'accepter et paradoxalement, il faut des valeurs très fortes pour accepter ce coût. Or la question qui se pose, c'est comment peut-on développer ces valeurs et ce courage à sortir de ce système, alors qu'on est inséré et que l'on vit dans un milieu où ce système est la norme ? Qu'elle soit soutenue activement ou du moins acceptée passivement.

Les concepts d'éthique sociale chrétienne peuvent-ils éclairer ce dilemme ?

« *L'antimafia, c'est le bien commun* »¹, formule de l'ancien maire de Palerme, Leoluca Orlando dans un article paru en 2022 sur le site *Equal times*.

La notion de « bien commun » est à reconstruire dans les territoires qui ont été abîmés par le crime organisé et ses valeurs. En disant cela, il montre la nécessité de retisser un

¹ <https://www.equaltimes.org/a-palermo-l-education-comme?lang=fr>

maillage relationnel de la société, où tous sont partie prenante de la société, mais pour le bien de tous. Suite à l'assassinat du juge Falcone des réseaux se sont constitués (comme le réseau Libera). Ce réseau de milliers d'associations dans toute l'Italie a pour objectif de rassembler les forces anti-mafia, de créer ce réseau de valeurs de solidarité, à de nombreux niveaux, pour contrer d'une part la précarité, l'exclusion sociale, qui sont des terreaux qui facilitent le recrutement mafieux, mais aussi afin de générer un maillage de relations porteuses d'autres valeurs. Au contraire d'une approche top down ou purement répressive, cette approche vise à changer les modes de relations à la base, dans les quartiers, au sein des relations quotidiennes. Mais c'est aussi une façon de changer la culture, pour remplacer le silence (l'omerta) par une visibilisation, mais surtout d'apporter un soutien aux familles et jeunes vivant dans une grande pauvreté et avec peu de perspectives éducatives ou d'emploi.

En d'autres termes, cette façon de lutter contre le crime organisé, vise à penser les personnes visées par le crime organisé, comme d'abord des personnes vulnérables (économiquement, socialement), à qui il est nécessaire d'apporter un soutien dans un objectif préventif. En ce sens la solidarité, portée par les associations, les Églises, vise à éviter la dépendance face à des systèmes mafieux qui pouvaient se substituer aux aides sociales. Cette solidarité se manifeste par des propositions éducatives au sens large du terme à destination des jeunes les plus précaires, de façon, non seulement à former les jeunes (fortement déscolarisés dans certaines zones) et à leur proposer des activités :

« Alors, les associations occupent le terrain. Celui de Zen 2, C.E.P., Sferracavallo et Ballarò, des quartiers pauvres et sous-développés réputés pour être infestés par la Cosa Nostra et où s'investit le réseau Libera. « *Le manque d'infrastructures dédiées aux loisirs ou à l'éducation laisse un espace pour le trafic. (...) Plein de jeunes tombent, parce que c'est l'option la plus simple* », explique Clara Triolo, membre de Libera. Le projet *Liberi di Crescere* (Libre de Grandir) aide ainsi enseignants, familles et élèves à se réapproprier leur quartier, où l'école occupe un espace central. L'association y a mis en place un guichet d'écoute, des activités de jeu ou encore du soutien à l'étude. » idem.

En d'autres termes ces projets visent à réinclure dans la société tout un ensemble de personnes qui avaient été marginalisées par des conditions économiques et éducatives précaires. La lutte contre la précarité et celle contre le crime organisé vont de pair.

L'espérance et le prophétisme, loin de l'idéalisme abstrait

Dans la note pastorale de la conférence des évêques italiens « Educare a una pace disarmata e disarmante. »² on perçoit aussi la nécessité d'une conversion des valeurs, mais aussi d'un retour de l'espérance, au sens où l'on comprend que le futur peut être différent du passé, et qu'une société peut se transformer, c'est ce que les tenants de ces projets, appellent aussi un changement de culture, en promouvant une culture de la légalité. Mais ces valeurs sont incarnées dans de nouvelles formes de réseaux

² Conferenza episcopale italiana, Ufficio nazionale per le comunicazioni sociali (2025), <https://www.chiesacattolica.it/nota-pastorale-educare-a-una-pace-disarmata-e-disarmante/>

(associatifs, religieux) qui proposent un soutien réel aux personnes, et permettent de reconstruire de la confiance dans la société, et même dans les structures étatiques.

Redonner une visibilité aux victimes, par exemple en donnant leurs noms à des places des lieux publics, c'est inverser le régime de valeurs. C'est honorer ces personnes comme des héros, des bienfaiteurs, et non plus comme de simples victimes. C'est les présenter comme des « jalons » ayant permis des transformations de la société (au même titre que l'assassinat du Juge Falcone a constitué un électrochoc dans la société italienne). On se rapproche de la notion religieuse de prophétisme, où le prophète ose renverser un ordre établi, acte de courage et de dénonciation, ce qui lui vaut en général condamnation et exclusion.

Quelle justice pour construire la paix ? la perspective d'une justice restaurative

On peut se demander si une vision de la paix, pas simplement comme un cessez le feu, comme l'arrêt des violences, mais comme un réel pardon envers les anciens criminels est souhaitable et possible ?

La question est difficile, car évoquer le pardon des criminels sans heurter le sentiment des victimes est difficile.

Cette question pose celle de la charité, à qui peut-elle s'appliquer, est-ce qu'elle concerne aussi les criminels et anciens criminels ? Qu'apporte la vision de la charité d'autre que celle de la justice ? Pourquoi dans une perspective d'éthique chrétienne préconise-t-on le pardon, la charité, et pas simplement la *justice* ?

C'est une vision, qui est aussi défendue par les tenants d'une justice *restaurative*, c'est-à-dire une justice qui ne fait pas simplement payer les coupables (en années de prison, ou en compensation financière). Car faire payer les coupables, en les punissant (de privation de droits, de libertés, par une forme de souffrance, physique ou morale) d'une part ne répare pas les crimes commis, et souvent ne permet pas d'effacer les dommages subis par les victimes (traumatismes, morts,...), mais l'emprisonnement génère souvent encore plus de violences (récidive, exclusion sociale). En d'autres termes une justice punitive, ne répare pas les déchirures de la société créées par le crime, et par ailleurs elle ne touche que les individus, et pas le système du crime organisé lui-même, qui peut toujours remplacer les individus par d'autres. L'idée d'une justice restaurative, vise, elle, à :

- « la resocialisation de la personne infracture, (lien promesses de la justice restaurative pour la personne infracture)
- la réintégration de la personne victime après réparation de tous ses préjudices (lien promesses de la justice restaurative pour la personne victime),
- le rétablissement de la paix sociale au sein de la communauté (lien promesse justice restaurative pour les communautés) »³

³ <https://www.justicorestaurative.org/en-savoir-plus/>

D'autre part, elle vise aussi à faire prendre conscience aux criminels des conséquences de leurs actes sur les victimes, des souffrances infligées et des traumatismes générés. Du côté des victimes, il s'agit aussi de comprendre les raisons des violences et actes délictueux, ce qui peut aussi faire prendre conscience des conditions qui ont contribué à faire tomber les criminels dans un système mafieux (sociales, économiques). Cette prise de conscience des deux côtés peut avoir plus d'effet que des années de privation de liberté, tant sur les criminels que sur les victimes.

Par ailleurs lorsque le nombre de criminels est particulièrement élevé dans une société, comme c'était le cas lors du génocide au Rwanda, ou dans le régime d'apartheid en Afrique du Sud, il en va de la cohésion de la société. Dans des sociétés où les crimes de masse ont été commis, sans une forme de reconstruction de la société, la vie en société n'était quasiment plus possible.

Avec le cas des systèmes mafieux, la prise de conscience des dommages commis, tant sur les individus que sur l'ensemble de la société (et aussi de l'économie, de l'équité de la répartition des biens publics, de l'accès aux services, notamment de santé) est nécessaire, car l'appartenance à un système mafieux, tend à proposer une vision de la société qui abolit les valeurs habituelles et le sens même de la « normalité ».

Le pardon, un regard tourné vers le futur

Permettre à des personnes de sortir de ce système, demande qu'elles soient soutenues et ne se trouvent pas livrées à elles-mêmes, mais aussi qu'elles soient protégées de la vengeance, qui perpétuerait le cycle continu de violences.

Pardoner à ces anciens criminels demande également une conversion des regards, c'est-à-dire que l'on regarde ce qu'est la personne *dans le présent* ou ce qu'elle peut devenir dans l'avenir, et non pas se focaliser sur ce qu'elle a été ou sur ce qu'elle a fait. C'est un acte de foi, dans la possibilité d'un *renouveau de la personne*, d'une forme de *metanoïa*. Les textes bibliques proposent de nombreux exemples de ce type de transformations radicales, à commencer par celle de l'apôtre Paul.

Florence Quinche,
Fribourg, 30 juin 2026